

Les années 1983-1988 forment une troisième période durant laquelle le Comité de Bâle voit son rôle s'élargir à la construction d'un standard international d'adéquation des fonds propres. La démarche étasunienne vise à créer un *level playing field*, un « espace de concurrence équitable », permettant en l'occurrence de gommer les disparités réglementaires entre des banques faiblement capitalisées et d'autres qui le sont davantage. A. Drach nuance la thèse selon laquelle les pressions exercées par les autorités étasuniennes et britanniques eussent été déterminantes s'agissant de l'adoption d'une règle internationale sur le ratio de solvabilité, celles-ci ayant surtout joué un rôle dans l'accélération du processus. En mars 1984, la convergence des niveaux des fonds propres fait officiellement partie du mandat du Comité de Bâle. En juillet 1986, Paul Volcker (président de la Réserve fédérale) et Robert Leigh-Pemberton (gouverneur de la Banque d'Angleterre) entament des discussions secrètes – Cooke étant tenu à l'écart. En raison du poids des places de New York et de Londres au sein de la finance internationale, le *leadership* anglo-américain conduit les autres pays à se soumettre au processus diplomatique, afin de ménager notamment les intérêts de leurs propres banques commerciales. De plus, le travail antérieur du Comité de Bâle en termes d'harmonisation de la définition des fonds propres facilite l'élaboration d'un accord. Enfin, les concessions de tout ordre permettent d'obtenir une large acceptation. En décembre 1986, les autorités monétaires des États-Unis et du Royaume-Uni annoncent la conclusion d'un accord bilatéral sur l'adoption d'une norme commune d'adéquation des fonds propres. Le chiffre de 8% fait l'objet de vives discussions jusqu'à l'accord de 1988. Par la suite, ce chiffre continuera d'être contesté en raison des enjeux liés à la pondération des actifs (dans le cadre des accords dits de Bâle 1) et de leur évaluation par les banques (ce qui sera l'enjeu des accords de Bâle 2).

Tout au long de l'ouvrage, A. Drach place une série de capteurs permettant de dessiner en creux le projet du Comité de Bâle. Nous avons évoqué la gouvernance par les nombres ainsi que l'absence de questionnement relatif au prêt en dernier ressort international. Mentionnons également le rôle joué par les conventions monétaires. Les contrôles des changes et des

capitaux sous le régime de Bretton Woods avaient pour objectif principal de défendre le taux de change officiel de chacune des devises. En 1975, après la crise qui venait d'ébranler la finance internationale, le gouverneur de la Banque d'Angleterre en vint à souligner que si les contrôles de capitaux avaient été mis en œuvre pour des raisons uniquement prudentielles, et non monétaires, leur importance eût été bien moindre. Avec la fin de Bretton Woods, les raisons monétaires s'évaporèrent et deux glissements successifs furent alors à l'œuvre : un glissement institutionnel d'abord, du primat monétaire vers le primat prudentiel ; un glissement analytique ensuite, du primat macroéconomique vers le primat microéconomique. En somme, la supervision bancaire et la mise en place de normes internationales furent une manière de compenser la libéralisation des changes et des capitaux alors en cours dans la plupart des pays. A. Drach évoque ainsi un « chassé-croisé » (p. 28) entre la déréglementation bancaire au niveau national et la supervision bancaire au niveau international. Plus qu'un chassé-croisé, ce que donne à voir l'ouvrage est une véritable symbiose entre la libéralisation financière et la supervision bancaire.

LAURENT LE MAUX

lemaux.laurent@gmail.com

AHSS, 10.1017/ahss.2023.126

1. Charles GOODHART, *The Basel Committee on Banking Supervision: A History of the Early Years, 1974-1997*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

2. Alain SUPIOT, *La gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France (2012-2014)*, Paris, Fayard, 2015.

Philippe Pons

Corée du Nord. Un État-guérilla en mutation
Paris, Gallimard, 2016, 720 p.

Cet ouvrage précis, voire érudit, fait d'abord mesurer à son lecteur, un peu abasourdi par sa propre ignorance (qui connaît sérieusement ce pays ?), à quel point nous naviguons dans l'approximatif et les formules à l'emporte-pièce quand nous évoquons ce régime. Le livre s'ouvre par un rappel salutaire : pour tenter de comprendre, il faut inscrire cette société

nord-coréenne dans une histoire, en montrer les évolutions et laisser tomber les grilles de lecture figées qui renvoient à une vision bipolaire et manichéenne. C'est la première leçon de ce livre et elle fait évidemment jubiler le lecteur des *Annales*: la complexité historique plutôt que les anathèmes qui n'expliquent rien! Ce régime a une histoire, n'est pas immobile, et l'idée qu'il aurait su résister au changement n'est que paresse de l'esprit, même si le changement n'est guère perceptible, tout simplement parce qu'il ne se fait pas selon nos codes, explique Philippe Pons. Cependant, et c'est aussi l'intérêt de l'ouvrage, expliquer ne signifie pas, bien sûr, chercher à atténuer la violence d'un régime ni tenter de l'absoudre, loin de là. Les pages consacrées aux camps, aux réfugiés ou à la famine sont tout simplement terribles. Si la répression est sans aucun doute l'une des composantes de la dictature des Kim, elle n'est pas la seule.

P. Pons reprend à l'historien japonais Wada Haruki sa thèse de l'État-guérilla pour en faire l'un des paradigmes de sa démonstration. Sortis des maquis, les dirigeants communistes auraient reproduit le seul système qu'ils connaissaient, et organisé le pays sur le modèle d'une unité de guérilla. L'oligarchie qui préside aux destinées du régime a depuis les origines été formée par les anciens chefs de partisans ou leurs descendants, et la guérilla est l'objet d'une sublimation dans tous les récits fondateurs. La mobilisation des masses se fait donc sur le modèle de la garnison encerclée, impose un ordre de caserne quand la stratégie extérieure de l'État est fondée sur le coup de force, la provocation, la surprise, suivie d'un repli tactique, voire de négociations. Une grande partie de l'attitude de l'État nord-coréen peut s'expliquer selon ce schéma, et ce qui est présenté comme des gesticulations irrationnelles répond en fait à une logique, celle du coup de main: la guérilla est comme la matrice du fonctionnement social de l'État et de sa politique extérieure, et elle induit mobilisation incessante, mentalité d'assiégé, enfermement.

Construit sur la base de documents écrits, pour l'essentiel en anglais et en japonais (la bibliographie est impressionnante), d'entretiens avec des spécialistes sud-coréens, de témoignages de réfugiés et d'enquêtes menées au

cours de séjours en Corée du Nord donnant à voir à un auteur tout sauf naïf «des fragments de la réalité» (p. 34), l'ouvrage reprend un plan historique classique qui mène le lecteur depuis les origines de la résistance antijaponaise jusqu'à l'élimination, en 2013, de Jang Song Thaek par Kim Jong Un, le troisième de la dynastie. On regrettera quand même l'absence de glossaire et d'index, qui auraient sans doute permis au lecteur peu familier des noms coréens de s'y retrouver plus facilement.

P. Pons commence par s'intéresser au nationalisme coréen, qui puise une partie de ses origines dans l'humiliation ressentie lors de l'annexion du pays par le Japon en 1910. Ce dernier s'installa dans un pays où existait un État unifié depuis le VII^e siècle, abolit une dynastie en place depuis le XIV^e siècle et établit son joug sur une population plutôt homogène ethniquement. Non seulement la puissance coloniale se comporta de manière brutale (quoique ni plus ni moins qu'ailleurs), mais elle parvint à bouleverser l'ordre social d'autrefois en engageant le pays dans la voie de la modernisation. Combinée au colonialisme, l'industrialisation bien réelle – surtout au nord où était concentrée l'industrie lourde – contribua à créer un prolétariat et surtout à jeter sur les routes de l'exode rural et de l'émigration des millions de Coréens (11 % de la population vit à l'extérieur de la péninsule en 1944). Ces populations déracinées, sans attaches, au contact d'idées nouvelles (christianisme, socialisme, nationalisme), se radicalisèrent et devinrent le ferment d'un nationalisme farouche en réaction au joug colonial. Au même moment, notamment dans les campagnes du nord de la péninsule naissaient des «unions paysannes rouges» tandis qu'une guérilla communiste se développait sur les franges septentrionales, aux limites entre la Corée et la Mandchourie.

Suivant Bruce Cumings et quelques autres, P. Pons s'attache à montrer comment la péninsule, divisée par les grandes puissances en 1945, fut en proie à une véritable guerre sociale au lendemain de la défaite japonaise. Des comités populaires surgirent dès 1946 partout dans le pays, mais furent rapidement mis hors la loi par les forces d'occupation américaines. Au Nord, délaissant le schéma léniniste, le parti communiste devint alors un parti de masse où

les paysans pauvres composaient la majorité des adhérents, et sut incarner le nationalisme profond d'un peuple d'autant plus humilié qu'il n'était pas parvenu à se libérer lui-même des occupants japonais. Une réforme agraire radicale fut mise en place, chassant les anciens propriétaires fonciers. Au Sud, l'opposition au régime pro-américain de Syngman Rhee allait prendre des allures quasi insurrectionnelles à la suite des élections de mai 1948. Combinée à la guerre froide, la situation explosive dans la péninsule se traduisit en une guerre chaude en juin 1950 lorsque les troupes du Nord franchirent la ligne de démarcation du 38^e parallèle. À l'image de l'Espagne, on massacra en Corée des deux côtés, « comme on déboise » (Saint-Exupéry).

Le régime qui naquit dans le Nord fut le résultat de la poursuite d'une lutte de libération nationale et d'une révolution sociale conjuguée à un nationalisme ethnique particulièrement vigoureux, sur lequel se greffa le conflit entre grandes puissances. Il y eut donc comme un engrenage qui mena de l'utopie à la terreur dans un pays qui passa directement de la monarchie au colonialisme, puis au stalinisme et enfin au culte exacerbé du dirigeant du parti, Kim Il Sung, sans avoir jamais connu d'intermède démocratique. Entre 1957 et 1959, les purges, incessantes, éliminèrent tour à tour les « communistes de l'intérieur », les éléments proches de Moscou, puis les chinois et permirent, grâce à un quadrillage social et à la « mobilisation des masses », d'installer la suprématie de Kim Il Sung. P. Pons analyse la « coréanisation » du modèle stalinien, un véritable national-stalinisme s'appuyant sur l'idéologie du *juche*, l'autosuffisance, qui très vite poussa le pays dans une quête obsessionnelle de l'indépendance.

La violence de la guerre de Corée, et notamment celle des bombardements aériens américains au napalm sur les villes nord-coréennes, laissa des traumatismes profonds dans la population, à l'origine d'un sentiment durable de menace qui, entretenu par la propagande du régime, ne cessa jamais vraiment. Rappelons que les Américains envisagèrent de lancer des bombes atomiques pendant la guerre de Corée et qu'ils menacèrent à plusieurs reprises le pays de frappes nucléaires préventives. L'énergie déployée par le régime pour se doter d'une

force de dissuasion s'explique en grande partie par les inconséquences de la politique américaine, en particulier celle de l'administration Bush II, qui provoqua la seconde crise nucléaire en 2002 sur la base d'informations manipulées par les services américains, l'auteur évoquant à ce propos un fiasco (un autre cas d'école de ces manipulations fut l'affaire de la Banco Delta Asia en 2005-2006). L'agression contre l'Irak de 2003 renforça Pyongyang dans sa conviction que le seul moyen d'empêcher une intervention américaine était de recourir au chantage nucléaire.

On trouve dans ce livre des pages extraordinaires sur des épisodes peu connus, comme le retour en Corée du Nord à la fin des années 1950 des Coréens du Japon avec la bénédiction des autorités japonaises et du Comité international de la Croix-Rouge qui collaborèrent en toute connaissance de cause à jeter des dizaines de milliers d'individus dans l'enfer totalitaire. Ou encore celles consacrées au patriotisme coréen et à ce sentiment du *han*, où se mêlent « douleur et amertume, rêves évanouis et sourde révolte contre l'impuissance » (p. 170). La nation fondée sur l'ethnie (*minjok*) se substitue très vite dans la propagande du régime aux mythes classiques du marxisme-léninisme. L'idéologie *juche*, dont les origines sont analysées en détail (l'idée remonte au début du xx^e siècle), finit par devenir un dogme qui s'apparente à une foi religieuse. On se délectera aussi des pages sur l'histoire nationale récupérée par le régime depuis le mythe originel de Tangun. P. Pons montre admirablement bien comment, en Corée du Nord, on se remémore à l'infini les souffrances infligées par les étrangers pour transformer l'histoire nationale en une épopée héroïque, et comment le régime parvient à inscrire l'utopie socialiste dans l'imaginaire ancestral, mêlant chamanisme et confucianisme, parvenant avec plus ou moins d'efficacité à intégrer les valeurs intériorisées de tout un peuple, ce « murmure mémoriel », comme l'écrit joliment l'auteur (p. 199).

À travers l'histoire des vicissitudes et des crises du régime, P. Pons nous embarque dans le vécu du peuple nord-coréen et montre comment, à la suite de la famine, une légère ouverture à la fin des années 1990 fut sèchement bloquée par la politique américaine, comment se développent lentement depuis la fin des années 2000

une économie parallèle (corruption, passe-droits, marché noir, etc.) et une timide couche moyenne, avide de consommer, comment, malgré ces changements sans doute irréversibles, le régime tient toujours le pays d'une main de fer, Kim Jong Un cherchant à se présenter comme la réincarnation de son grand-père !

Un autre point important dans ce travail est le soin avec lequel l'auteur refuse de réduire la population nord-coréenne à une masse indifférenciée, déshumanisée en quelque sorte. Il s'en prend vivement à tous ceux qui étudient et dissertent sur ce régime sans s'interroger un instant sur ce que pensent et vivent les habitants de ce pays. Subissant l'inimaginable ou presque depuis 70 ans, le peuple nord-coréen mérite plus de sympathie et de respect, souligne P. Pons. Entre les lignes de ce long ouvrage, c'est aussi à une leçon d'humanisme que nous sommes conviés.

PIERRE-FRANÇOIS SOUYRI
pierrefsouyri@gmail.com
AHSS, 10.1017/ahss.2023.127

Annamaria Ducci

Henri Focillon en son temps. La liberté des formes

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2021, 396 p.

« Si je deviens illustre et si l'on écrit ma biographie, on la coupera, non en chapitres, mais en une infinité de petits alinéas décousus. » C'est par cette citation d'Henri Focillon (1881-1943) que se termine l'introduction de la monographie consacrée à l'historien de l'art par Annamaria Ducci, qui recoud ensemble cette « infinité de petits alinéas » constituant le parcours intellectuel de celui-ci. Ce travail s'appuie sur les recherches historiographiques menées sur Focillon depuis un quart de siècle, auxquelles l'autrice a largement contribué : elle avait ainsi déjà mis cette même citation en exergue de son texte pour le catalogue de l'exposition de 2004 au musée des Beaux-Arts de Lyon, *La vie des formes. Henri Focillon et les arts*¹, à l'organisation de laquelle elle avait participé et qui a représenté, avec les deux colloques l'accompagnant, un tournant dans l'étude de la vie et de l'œuvre de l'historien de l'art².

Cette exposition était co-produite par l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), un établissement avec lequel A. Ducci a mené une partie de ses travaux et qui a joué un rôle central dans le développement en France d'une historiographie critique de la discipline. À partir des années 1990, dans un contexte de crise ressentie par les historiens de l'art – sentiment qui traverse alors largement les sciences historiques –, des chercheurs se sont efforcés de produire une réflexion sur les figures, les institutions et les problématiques de leur discipline. C'est aussi en 2004 que Roland Recht, figure majeure de cette approche historiographique, coordonne dans la *Revue de l'Art* un numéro consacré à « l'histoire de l'histoire de l'art »³ : la publication dans la collection « Historiographie de l'art » qu'il dirige de l'ouvrage d'A. Ducci constitue ainsi un aboutissement logique de ces travaux.

L'importance de Focillon dans le panorama de l'histoire de l'art en France au xx^e siècle se lit notamment dans les liens de filiation, directs ou indirects, qui l'unissent dans une généalogie intellectuelle à nombre de figures ayant fait l'objet de ces recherches historiographiques récentes, de Louis Grodecki à Charles Sterling et André Chastel, ce dernier ayant largement œuvré pour faire de son maître la figure tutélaire de la discipline. R. Recht a lui-même été formé par Grodecki avant de succéder à Focillon et à Chastel au Collège de France, tandis que l'ouvrage d'A. Ducci est dédié à la mémoire d'Enrico Castelnuovo, autre promoteur de l'histoire de l'histoire de l'art, proche du cercle des élèves de Focillon et à l'origine de la traduction de plusieurs de ses œuvres en italien. Mais malgré sa place centrale dans la mémoire disciplinaire de l'histoire de l'art dès le lendemain la Seconde Guerre mondiale, la pensée de Focillon a souvent été réduite à sa *Vie des formes*⁴, et celle-ci à un épiphénomène du formalisme de langue allemande.

L'objectif d'A. Ducci est donc de restituer la complexité qui caractérise cette œuvre, tout en mettant en exergue les fondements et les principes qui la sous-tendent. Pour replacer Focillon « en son temps », cette biographie intellectuelle s'appuie non seulement sur la littérature critique existante, mais aussi sur les archives inédites de l'historien de l'art et sur la relecture de ses œuvres avec une